

6 RÉGIONS

INDUSTRIE DE L'ARC JURASSIEN Les Chambres d'économie du Jura bernois, de Bienne-Seeland, du Jura et de Neuchâtel dressent un état de lieux et tirent la sonnette d'alarme, à l'heure de relever les défis de la digitalisation

Les entreprises ont toutes les peines à investir

PHILIPPE OUDOT

Pour la première fois, les directeurs des institutions qui représentent l'économie de l'Arc jurassien ont présenté ensemble, hier à La Neuveville, leur analyse de la situation difficile que traverse le secteur industriel. A savoir la Chambre d'économie publique du Jura bernois (CEP), la Chambre économique Bienne-Seeland (WIBS), la Chambre neuchâteloise du commerce et de l'industrie (CNCI), et la Chambre du commerce et de l'industrie du Jura (CCIJ).

Comme l'a relevé Patrick Linder, directeur de la CEP, «chacun a développé ses propres outils de compréhension de la situation économique. Nous les avons croisés et arrivons à la même conclusion: selon les derniers indicateurs, l'hémorragie semble stoppée, mais le système fonctionne à un niveau

tributaire de la conjoncture internationale. C'est particulièrement vrai pour le secteur de la sous-traitance, a relevé Jean-Frédéric Gerber, directeur de la CCIJ. Dans ce contexte, il est urgent de pouvoir porter de 18 à 24 mois le délai cadre permettant de bénéficier de la réduction de l'horaire de travail (RHT). Il a aussi souligné la nécessité de réduire la charge des entreprises, notamment dans la perspective de la prochaine réforme de l'imposition des entreprises, après le refus de la RIE III. En particulier pour les investissements en R&D (recherche et développement).

Le défi de la digitalisation

Dans l'Arc jurassien, le secteur de l'horlogerie joue un rôle majeur et a une influence directe sur les autres secteurs industriels. C'est dire que le ralentisse-

ment actuel touche bon nombre des acteurs industriels. S'y ajoute la force du franc, qui réduit la capacité d'investissement des entreprises. Et comme si cela ne suffisait pas, le domaine industriel connaît actuellement une profonde mutation liée à la digitalisation des activités industrielles.

Or, a indiqué Florian Németi, selon l'enquête de la CNCI, la moitié des industriels estiment essentiel de pouvoir investir rapidement dans ce domaine afin d'augmenter leur productivité. Pour l'industrie, les investissements devraient se faire dans les procédés, et pour les services, dans la commercialisation. Mais en raison de leur trop faible capacité d'investissements, les entreprises n'ont pas les moyens de leurs ambitions.

Besoin de soutien

Dans ce contexte, les quatre directeurs ont dit attendre des banques un peu plus de souplesse dans l'octroi de crédits à l'innovation. «Non pas pour maintenir à

flot des entreprises moribondes, mais pour soutenir celles qui ont de réelles perspectives du point de vue technologique sur le marché», a observé Florian Németi. De leur côté, les quatre chambres d'économie ont également pris des mesures pour aider les entreprises à répondre aux défis de la digitalisation. Dans la région Bienne-Seeland, la WIBS a ainsi initié un projet appelé Digital Roadmap. Il s'agit d'un programme soutenant les entreprises actives dans leur processus de transformation digitale.

De son côté, la Chambre neuchâteloise du commerce et de l'industrie a lancé ce qu'elle a appelé son «initiative numérique», alors que de son côté, la CEP a mis en route ses «projets industriels». Les intervenants ont toutefois souligné que ces projets étaient insuffisants pour constituer une réponse à la hauteur des besoins. Dans ce contexte, Patrick Linder a souligné que les démarches initiées sur le plan fédéral par la CEP, avec le soutien des autres chambres économiques, dans le domaine de la RHT restaient d'actualité. Pour rappel, la CEP demande d'augmenter de 18 à 24 mois la durée d'indemnisation du chômage partiel; de soutenir les entreprises formatrices en prenant en charge le salaire des



Les quatre directeurs des Chambres d'économie: Jean-Frédéric Gerber (Jura), Patrick Linder (Jura bernois), Florian Németi (Neuchâtel) et Gilbert Hürsch (Bienne-Seeland). MATTHIAS KÄSER

maîtres d'apprentissage durant les périodes chômées; et de soutenir les PME en leur permettant de laisser les ingénieurs en R&D de continuer à travailler, leur salaire étant pris en charge par l'assurance chômage.

Enfin, tout en soulignant la

pertinence des projets en recherche soutenus par la Confédération par le biais de la CTI (Commission pour la technologie et l'innovation) pour les hautes écoles et les grandes entreprises, Patrick Linder a constaté que cet instrument n'était pas adapté

pour les PME. «Il est trop lourd et nécessite de trop grandes ressources.» Aussi a-t-il jugé indispensable de soutenir et valoriser l'innovation au cœur des entreprises, condition essentielle pour assurer la pérennité des activités industrielles. ●

Il faut soutenir l'innovation dans les entreprises, condition essentielle à leur pérennité.

trop bas.» A l'heure de la digitalisation dans tous les secteurs de l'économie, les PME, surtout les petites, peinent à investir, ce qui menace leur compétitivité, et à terme, leur survie.

Il y a danger

Les quatre institutions ont certes toujours eu des contacts réguliers, «mais c'est la première fois que nous croisons nos différents indicateurs», a précisé son collègue Florian Németi, de la CNCI. Après la crise de 2008, puis les chocs monétaires de 2011 et 2015, «nombre d'entreprises ont tenu le coup en puisant dans leurs réserves. Mais leur capacité financière a diminué à tel point que pour certaines, il y a danger pour leur survie. Or, certains petits acteurs détiennent des compétences stratégiques. Notamment dans la sous-traitance et le décolletage. Leur disparition pourrait poser des problèmes à l'ensemble de la filière», a-t-il souligné.

Si l'industrie souffre encore de la force du franc – ou plutôt de la faiblesse de l'euro –, elle est aussi

Frappées par l'érosion de leur compétitivité

TIMIDE AMÉLIORATION Patrick Linder a brièvement présenté les résultats du baromètre industriel de la CEP pour le 2e trimestre. Réalisé auprès d'un panel d'entreprises représentatives, cet outil de compréhension de la situation conjoncturelle indique une timide amélioration au niveau du volume d'affaires, principalement pour les plus grandes entreprises. Mais il n'y a pas de quoi pavoiser, car le tissu industriel continue de souffrir d'hypothermie. «Et si la situation se prolonge, des lésions seront inévitables et auront des conséquences pour tout le tissu économique», a averti Patrick Linder.

SURVIE MENACÉE Au niveau des résultats financiers, la situation s'est quelque peu améliorée pour les plus grandes PME, mais pas pour les plus petites, qui s'attendent à un mauvais 2e trimestre. Mais ce qui inquiète surtout la CEP, c'est la trop faible capacité d'investissement. Si

elle se situe à un niveau trop bas pour les plus grandes, «elle est si faible chez les plus petites que notre outil d'analyse n'est plus en mesure de montrer la chute de leur capacité d'investissements». Or, une entreprise qui ne peut investir perd en compétitivité, n'est plus concurrentielle et voit sa pérennité menacée. Enfin, s'agissant de leurs perspectives de développement, et donc d'emploi, la situation semble s'améliorer pour les plus grandes entreprises, mais nettement moins pour les plus petites.

PRÉOCCUPANT Côté neuchâtelois, Florian Németi a constaté que l'enquête conjoncturelle effectuée par la CNCI en février dernier auprès de 300 entreprises arrivait aux mêmes conclusions. Il s'est dit inquiet de l'évolution de ces derniers temps. Dans leurs prévisions, les entreprises, prudentes, se disent plutôt pessimistes, alors qu'au final, leurs résultats sont meilleurs qu'attendu. «Mais aujourd'hui,

ces résultats sont aussi mauvais que prévu, voire pires.» En raison de leur volume d'investissement insuffisant, les PME voient leur compétitivité s'éroder et elles perdent leur capacité d'innovation dans de nouveaux produits. C'est d'autant plus inquiétant pour les entreprises qu'elles font face à une concurrence toujours plus dure et à de grands changements à l'échelle mondiale liés à la digitalisation des activités.

NIVEAU INSUFFISANT De son côté, Gilbert Hürsch a noté que les entrées de commandes restaient stables, mais à un niveau insuffisant. Cela affaiblit les entreprises, leur capacité d'innovation et menace les places de travail. «Et si ce sont les plus petites qui souffrent le plus, les grandes subissent aussi d'importants dégâts. Voilà qui n'est pas très rassurant, à l'heure de la transformation digitale de l'économie pour laquelle la région de l'Arc jurassien est pourtant bien placée pour être à la pointe.» ● PHO

PUBLICITÉ

centre **bahnhof**
biel - bienne

coop

Pour moi et pour toi.

OUVERT LE LUNDI DE PÂQUES 10H00 – 17H00

JEUDI DE PÂQUES
Décorer des lapins en chocolat
13.04 12h00 – 16h00

SAMEDI DE PÂQUES
Visite du lapin de Pâques
15.04 12h00 – 16h00

Lundi de Pâques
10%
de rabais
dans la plupart
des magasins
20% bei **top tip**

CONCOURS DE PÂQUES
CARTES CADEAU D'UNE
VALEUR TOTALE DE CHF 3000.-
À GAGNER.

Rejoins-nous sur Facebook

centre-bahnhof.ch